

Comme en France, l'Etat fédéral suisse utilise l'épidémie pour imposer sa dictature

écrit par Docteur Dominique Schwander | 20 février 2021



L'UDC, fidèle à sa défense des libertés et de l'identité (rappelez-vous le vote interdisant les minarets en Suisse) dénonce ce qui se passe par la bouche de [Magdalena Martullo-Blocher](#), conseiller national.

C'est une élue patriote, intelligente, clairvoyante et qui parle vrai.

Elle est la patronne de EMS chimie et milliardaire et tout le contraire du financier gangster Soros ou de l'oligarque mondialiste exhibitionniste Bill Gates.

Lors de la pandémie de coronavirus, le conseiller fédéral Alain Berset a pris la main et mis l'économie et la vie sociale au pied du mur. Nous sommes les seuls, au sein de l'UDC, à nous engager pour que cela cesse et que nous autres citoyennes et citoyens retrouvions nos droits démocratiques. Maintenant !

Le virus est arrivé en février 2020. En mars de la même année,

le Conseil fédéral demandait que l'on «reste à la maison». L'UDC a été la seule à exiger que les groupes à risque soient protégés et que les frontières soient contrôlées. Il n'y avait alors que très peu de masques à disposition. Les entreprises, les coiffeurs, le commerce de détail, les maisons de retraite et les hôpitaux étaient approvisionnés par des privés. Le nombre d'infections a atteint un pic en octobre. Les cantons de Suisse occidentale, gravement touchés, ont pris des mesures alors que le conseiller fédéral Berset continuait à secouer tout le monde en exigeant toujours davantage. Il a pris les rênes. La loi sur les pandémies le permet. On peut voter sur cette loi, mais encore faudrait-il savoir quand ?

Selon le Conseil fédéral, la Constitution prévoit une loi d'urgence. Depuis lors, il gère sans le Parlement, les cantons ou le peuple. Une stratégie? Il n'y en a pas! Une perspective? On n'en voit pas l'ombre. «Nous préférons dire les choses telles qu'elles sont: nous ne savons pas !», déclare le conseiller fédéral Berset. Depuis que l'UE ferme tout, c'est aussi son souhait. C'est plus important pour lui que notre liberté et notre bien-être.

L'UDC lutte contre ces mesures désastreuses, qui ne reposent sur aucune base, qui ne sont ni nécessaires ni judicieuses et qui causent des dommages considérables. Présentations dans les médias, alliances trans-partisanes, faits, concepts de protection – on n'en tient nullement compte. L'effet des mesures n'est jamais anticipé, les personnes à risque ne sont toujours pas protégées. Les personnes en bonne santé restent confinées afin qu'un petit nombre de personnes à risque ne tombent pas malades. On constate pendant ce temps une constante diminution des nouvelles infections, des maladies, des admissions à l'hôpital et des décès. Mais les gens sont constamment confrontés à de nouveaux scénarios catastrophes: des hôpitaux surchargés (cela n'a jamais été le cas), une valeur R trop élevée (ce qui était faux), des vacances avec plus d'infections (pas avéré) et maintenant les nouveaux

variants (alors que le nombre total d'infections diminue). On aurait ainsi fait preuve de prévoyance. N'en jetez plus!

Il n'est pas bon de donner tout le pouvoir à l'Etat!

Il ne reste plus aux cantons que les pistes de ski, les écoles et la mise en œuvre de réglementations absurdes. On les laisse seuls avec leurs maisons de retraite, leurs tests de masse et leurs plans de vaccination. Le peuple n'a plus confiance. La désinformation en lieu et place de solutions aux problèmes: les masques sont inutiles, les tests de masse ne sont pas disponibles, il y a suffisamment de doses de vaccin... Résultats? Problèmes psychologiques, violences domestiques, taux de suicide élevé, peurs existentielles.

Il ne nous reste plus, à Berne, qu'à verser des sommes colossales à titre de compensation. Et voilà maintenant que le Conseil fédéral veut approuver lui-même l'octroi de ces milliards! Donner tout le pouvoir à l'État, ce n'est pas bon! Tout État dictatorial met l'économie et la vie sociale au pied du mur. L'UDC (malheureusement nous sommes seuls) fait campagne tous les jours pour que cela cesse et que nous autres citoyens et citoyennes retrouvions nos droits démocratiques. Nous voulons la liberté, l'indépendance et la démocratie!

<https://www.udc.ch/parti/publikationen/journal-du-parti/2021-2/franc-parler-fevrier-2021/la-politique-de-pouvoir-dictatorial-du-conseil-federal/>